

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX – N° 254 – VENDREDI 15 MAI 2015

PÂQUERETTE RIGOUREUSE

Les migrants à Calais, les consommateurs de drogue à Saint-Ouen. Cazeneuve-Valls frappe d'abord. Il réfléchira plus tard. ●

AGENDA MILITANT

→ 16 mai

Saint-Denis [Fête de l'insurrection gitane](#)

→ 19 mai

France [Grève, réforme des collèges](#)

→ 23 mai

Monde [Contre Monsanto - Pour la souveraineté alimentaire](#)

→ 25-29 mai

Veynes [Parabola, La fureur de dire](#)

À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ Monde

[Grèce : bilan, avancées, risques.](#)
Haris Goulemis, Nikos Smyrniaios
[Les stigmates de l'esclavagisme.](#)
Elie Domota

→ Île-de-France

[Aubervilliers : Les sans-papiers entrent en scène](#)

École : changer de paradigme politique et pédagogique

Une fois de plus, on assiste à propos de la réforme du collège à l'affrontement entre les tenants de l'élitisme ségrégatif d'un côté, sur la base d'outils différenciateurs dans un système scolaire conçu pour sélectionner et orienter, et de l'autre les partisans d'une école "adaptée" à des jeunes qui, parce qu'ils sont le plus souvent issus des milieux populaires, ne disposeraient pas des ressources cognitives et culturelles pour réussir des études de haut niveau. Au nom de quoi on supprime des heures d'enseignements disciplinaires porteurs de démarches intellectuelles exigeantes au bénéfice des EPI (Enseignements pratiques interdisciplinaires) consacrés à des activités sur projets – c'est la démarche des compétences - dont la pertinence pédagogique et scientifique reste à démontrer.

En 2004, une enquête du MEN signalait déjà que « *Un tiers seulement des élèves de fin de CM2 sont capables d'exploiter correctement les informations d'un texte, et un peu plus de la moitié ont des compétences mal assurées et donc fragiles... et sont mis en difficulté par des textes qui exigent une lecture suivie* »¹. Et toutes les enquêtes montrent que la situation ne fait que s'aggraver au fil des ans. Pourtant depuis des décennies, les ministres successifs mettent en œuvre réformes sur réformes, toutes censées résoudre enfin cet échec scolaire de masse à partir de deux contraintes : d'une part la rigueur budgétaire, qui interdit de mobiliser les moyens politiques, matériels et humains nécessaires pour libérer la créativité des enseignants au plus près des difficultés réelles des élèves, et d'autre part la mise en œuvre de pédagogies de la motivation et de la découverte fondées sur les vertus supposées de l'innovation permanente. Chacun est à même de constater l'échec persistant de ces réformes qui se confortent mutuellement dans le maintien d'un système ségrégatif et qui, au lieu de corriger les inégalités sociales, les aggravent,

Oui, tous les enfants entrant à l'école élémentaire sont dotés d'un outillage intellectuel largement suffisant pour une scolarité normalement réussie. Et oui, face au désastre annoncé, une réforme est nécessaire et urgente qui pense un système éducatif non sélectif, cohérent dans sa globalité, une école commune de la maternelle jusqu'au lycée qui donne à l'institution les moyens d'une haute ambition pour tous les jeunes. Mais il faut pour y parvenir changer de paradigme politique et pédagogique. Cette option est devant nous !

● José Tovar



1. (Note évaluation 04-10. MEN).

Quelques vérités simples sur le bonheur et la violence des riches

Dans le cadre du cycle de conférences sur le communisme de nouvelle génération, à Montluçon, Monique et Michel Pinçon-Charlot sont intervenus le 26 septembre 2014 sur le thème “l'idéologie de l'argent et des profits financiers fracasse le monde social et démolit la France”. Voici l'essentiel de leurs propos, en réponse aux questions de l'auditoire.



Qu'est-ce que la richesse ?

Très souvent, on se représente la richesse comme synonyme d'argent, de BMW, de grosses Ferrari rouges, de yachts qui mesurent des mètres et des mètres... eh bien, oui, c'est une condition tout à fait nécessaire : pour rentrer dans le club de la classe dominante, il faut être riche, avoir beaucoup d'argent. Mais ce n'est pas une condition suffisante. Ce que nous montrons de cette classe, sur laquelle nous nous sommes spécialisés depuis bientôt trente ans, c'est que cet argent est fait d'alliances et de culture. Le monde des grandes fortunes, c'est le monde des collectionneurs d'art - Bernard Arnault, François Fillon... -, qui se livrent une bataille sans merci autour de l'art contemporain. La grande richesse, ce sont les réseaux sociaux, le capital social.

Chaque fois que nous étions invités chez l'un de ces riches, autour de la table, il y avait un représentant de la finance, un représentant de l'industrie, un représen-

tant de l'Église catholique - par exemple un évêque... Il pouvait y avoir un photographe, un grand médecin, des représen-

Il n'y a plus rien du contrat social qui unissait autrefois le patronat et le travailleur dans la production. Il y avait production, et il y avait une efficacité sociale de cette alliance. Nous vivons un moment historique très grave qui réside dans la rupture de ce contrat social implicite.

tants des pôles de l'activité économique et sociale, dans la convivialité du caviar et du champagne. Cette classe là est

aussi faite de corruption. Les marchés publics entre tel député, tel Président de la République ou tel Premier Ministre se passent autour d'une table de convivialité. Les arrangements entre amis se passent entre le fromage et le dessert !

Il y a la richesse économique, la richesse culturelle, la richesse sociale et ce qu'on appelle la richesse symbolique, c'est-à-dire le fait que les puissants en imposent, vous intimident, vous poussent au consentement, à la soumission. On passe de la richesse économique à la richesse symbolique avec des châteaux classés monuments historiques, avec des gens qui ont une élégance vestimentaire, des coupes de cheveux, une façon de parler qui vous en impose. Cette domination symbolique, c'est la plus perverse, celle que nous vivons aujourd'hui d'une façon extrêmement intense. Au moment où la charge de la domination financière, de la domination de cette classe des riches bat son plein - nous disons que nous sommes ●●●



Les deux sociologues devant la Villa Montmorency, Paris XVI^e
(© Les inRocks)

●●● passés de la lutte des classes à la guerre de classes -, nous sommes les plus soumis, les plus consentis à cette domination.

Selon un journal financier anglais, les dividendes versés ce printemps aux actionnaires français ont augmenté de 30 %. Parallèlement, un enfant sur cinq vit au niveau de la pauvreté. Ces profits financiers fabuleux côtoyant la pauvreté, la précarité, l'incertitude du lendemain, pouvez-vous nous aider à en prendre la juste mesure ?

Pendant que les dividendes augmentent de 30 %, les salaires vont augmenter de 1 % au mieux. Il y a donc une évidente perversion du système : les salaires, le travail et ce qui produit les richesses augmentent moins vite que le revenu du Capital. On est en train de passer à un capitalisme où ce qui est en jeu, ce n'est pas seulement la propriété des moyens de production mais aussi le fait que la machine s'est emballée : il y a des richesses et des accumulations de fortunes qui se font en des temps records avec le seul marché spéculatif.

Autrefois, on avait un capitalisme propriétaire des moyens de production dont

l'enrichissement se constituait sur la différence entre la richesse produite et le salaire payé ; il y avait prélèvement de la plus-value et enrichissement sur cette base. Nous en sommes à un stade différent : on est entré dans une période de "capitalisme de casino", avec des échanges sur les marchés financiers à des cadences vertigineuses. Avec les moyens informatiques d'aujourd'hui, il y a des possibilités de mouvements de capitaux extrêmement rapides, qui dépassent d'ailleurs les capacités de contrôle des traders. Une césure s'établit entre l'économie réelle et cette économie financière, tout à fait spéculative. C'est sur la faiblesse de l'économie financière que l'on peut travailler, informer, dénoncer : cette manière d'enrichissement n'a plus aucun rapport avec l'utilité du patron, de l'entreprise, de la direction de l'entreprise qui la fait tourner. Il n'y a pas de justification sociale valable de l'enrichissement sur les marchés financiers : c'est du prélèvement direct sur les richesses produites par ailleurs.

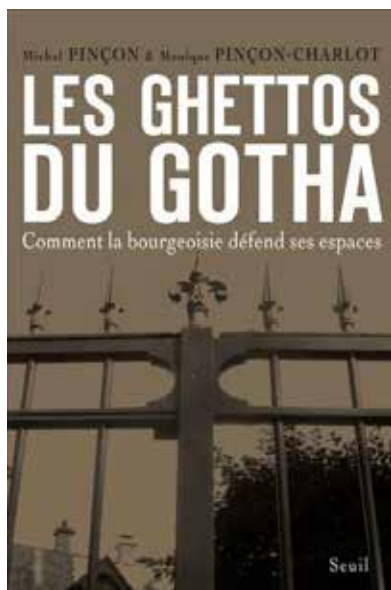
On est dans une situation où il n'y a plus rien du contrat social qui unissait autrefois le patronat et le travailleur dans la production ; il y avait production, et il y avait une efficacité sociale de cette

alliance. Nous vivons un moment historique très grave qui réside dans la rupture de ce contrat social implicite. ●●●

Deux sociologues atypiques

Monique et Michel Pinçon-Charlot écrivent ensemble depuis de nombreuses années des ouvrages sur les classes privilégiées. Ils ont publié notamment : *Les Ghettos du gotha. Comment la bourgeoisie défend ses espaces* (Paris, Seuil, 2007), *Les Millionnaires de la chance. Rêve et réalité* (Paris, Payot, 2010), *Le Président des riches. Enquête sur l'oligarchie dans la France de Nicolas Sarkozy* (Paris, La Découverte, 2010), *L'Argent sans foi ni loi* (Paris, Textuel, 2012), *La violence des riches - Chronique d'une immense casse sociale* (Zones, 2013), *Pourquoi les riches sont-ils de plus en plus riches et les pauvres de plus en plus pauvres ?* (Paris, La Ville Brûle, 2014) ou encore *C'est quoi être riche ?* (Paris, Édition de l'Aube, Les grands entretiens d'Émile, 2015).

Pour en savoir + : http://fr.wikipedia.org/wiki/Monique_Pinçon-Charlot et http://fr.wikipedia.org/wiki/Michel_Pinçon



●●● Nous avons maintenant une forme d'enrichissement qui n'est pas celle des Schneider ou des Peugeot : elle est coupée de la production.

Nous devons donner de l'importance à la bataille des idées. Le temps de la lutte doit être toujours celui de la pensée, c'est incontournable. L'acceptation de l'austérité n'est possible que parce que le peuple n'est pas conscient de ses possibilités pour engager une autre voie politique, pour construire une autre société. Les médias dans cette affaire portent une lourde responsabilité. Qu'en pensez-vous ?

La plupart des grands médias sont la propriété des patrons du CAC 40, tel Bouygues avec *TF1* et Dassault avec *Le Figaro*. Ils ne négligent rien. Dans cette véritable guerre de classes que mènent les plus riches contre les classes moyennes et les classes populaires, à l'échelle de la France, de l'Europe et du monde, ces gens là sont prêts à utiliser les armes les plus diverses : les armes financières avec lesquelles les entreprises sont transformées en marchandises que l'on achète et revend comme des kleenex, mais aussi les armes idéologiques, avec les médias, les armes linguistiques et les armes symboliques.

Concentrons-nous quelques instants sur les armes idéologiques. Cette semaine, il y avait la grève des pilotes d'Air France. Les médias ont montré des pilotes avec des salaires tout à fait énormes. Or, on peut se dire que ces pilotes,

qui atterrissent, décollent et nous maintiennent en vie en nous faisant aller d'un continent à l'autre, ne sont pas trop payés. Mais ce qu'on ne nous a pas dit et qui a été caché, sauf par *L'Humanité*, c'est que tous les syndicats des personnels soutenaient les pilotes parce que derrière leur lutte, il y a le dumping social à l'échelle de l'Europe et la délocalisation des emplois. C'est donc une lutte aussi pour le maintien des emplois en France.

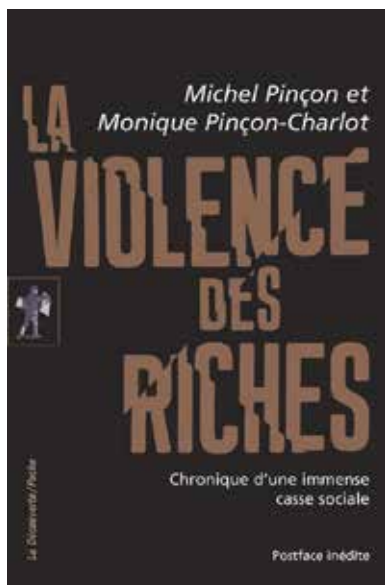
L'abstention est un mouvement actif pour manifester face au fait que, désormais, la démocratie est en réalité un régime censitaire, où les riches font les lois pour les riches et où le peuple n'est plus du tout représenté.

Il existe bien une guerre idéologique que mènent les riches : cette classe est une oligarchie qui ne connaît ni la droite, ni la gauche. Ni même l'extrême-droite : Marine Le Pen et sa lignée familiale - dont les enfants sont scolarisés dans les meilleurs établissements - font partie de cette classe. Pour assurer l'alternance quand le PS, la gauche néo-libérale et l'UMP seront tombés, l'extrême-droite sera la troisième alternance possible et une nouvelle

imposture, vis à vis du peuple, d'une violence considérable. Aujourd'hui, au fond, nous sommes tétanisés par la violence de la charge. La guerre des riches nous mènera dans le mur, au bout de l'enfer, si nous ne disons pas STOP.

Dans une interview vous avez dit qu'« être de gauche aujourd'hui, c'est être lucide sur le fait que le capitalisme en tant que tel est plus que jamais une menace qui pèse sur l'avenir même de l'humanité ». Est-ce si grave que cela ?

Effectivement, c'est très grave parce que la recherche du profit et maintenant la recherche du gain spéculatif sont tout à fait dramatiques pour ceux qui en subissent les conséquences. Notre apport, avec nos enquêtes, est de montrer des familles, connues ou moins connues, qui font partie de cette classe mobilisée pour vous détruire et vous porter des coups. Vous êtes traités par des experts comptables uniquement en termes de chiffres, vous n'êtes plus des humains, vous n'avez plus d'âme humaine. Non seulement la planète est menacée, mais c'est l'humanité elle-même qui l'est ! Il y a tous ces pauvres du Tiers Monde, tous ces gens entassés, vivant dans des bidonvilles. Il faut se rendre compte de la gravité de la situation. La planète est en état de finitude très avancé, le réchauffement climatique est irréversible. Maintenant, ils détruisent nos cerveaux, ils nous tétanisent, ils nous sidèrent. On en perd la force de s'organiser, et on n'avance pas tous ensemble collectivement comme on devrait le faire. ●●●



●●● **Les tenants de la pensée unique nous expliquent que faire cesser l'austérité n'est pas possible. Or, la France est la 5^e puissance mondiale. Comment déconstruire cette dictature de la pensée unique ?**

Au sujet de l'austérité, on pourrait demander ce qu'il en est des PDG des différentes sociétés du CAC 40, où les dividendes et autres générosités - primes, parachutes dorés, etc. - augmentent 10 fois plus vite que les salaires. L'austérité, c'est pour ceux qui créent les richesses, ce qui est assez paradoxal : pour ceux - vous et nous, les travailleurs, les employés, les ouvriers, les intellectuels - qui travaillent, qui produisent des biens pour l'ensemble de la société. Le capitalisme a pour objectif que ceux qui possèdent s'enrichissent. Tant que les biens, les moyens de production seront aux mains des particuliers et pas aux mains de la collectivité, il ne peut y avoir que cette course à l'enrichissement. Ce qui est fondamental, c'est qu'il y a un régime social qui est par essence profondément inégalitaire. Le système capitaliste, c'est le bonheur des riches et le malheur des peuples.

À propos de la violence, vous écrivez : « Une des violences les plus profondes, c'est la perte d'adhésion des couches populaires au discours politique. » En quoi est-ce une violence ?

Perte d'adhésion, perte de confiance qui se vérifie chaque jour davantage puisque le premier parti politique de

France est l'abstention. L'abstention n'est pas quelque chose de passif, c'est un mouvement actif pour manifester le fait que, désormais, la démocratie, prétendument représentative, est devenue en réalité un régime censitaire où les riches font les lois pour les riches et où le peuple, les ouvriers et les employés, ne sont plus du tout représentés dans les Assemblées nationales - Assemblée

Tant que les moyens de production seront aux mains des particuliers et pas aux mains de la collectivité, il ne peut y avoir que cette course à l'enrichissement. Ce qui est fondamental, c'est qu'il y a un régime social qui est par essence profondément inégalitaire.

nationale et Sénat. Autrefois, vous aviez, au sein de l'Assemblée nationale, 20 % d'enseignants, ils étaient relativement bien représentés. Aujourd'hui, ils ne sont plus que 9 %, tandis que 81 % des députés et des sénateurs sont aujourd'hui issus des classes aisées : professions

libérales, avocats d'affaires, patrons. Ils font des lois pour défendre leurs intérêts.

La force des dominants, des familles auprès desquelles nous travaillons, où il y a toujours des gens de droite et des gens de Droit - des magistrats, des avocats, des conseillers fiscaux, des notaires, etc. -, c'est de transformer leurs intérêts de classe en intérêts universels, en « intérêt général ». On dit « le » droit, « la » loi, « la » crise, on devrait dire « leurs » droits, « leurs » lois, « leur » crise.

Nos travaux montrent qu'aujourd'hui, on ne peut plus être ouvrier et candidat à la députation, ouvrier et candidat pour être maire ou conseiller général. Aujourd'hui, il y a une forêt de think tanks, d'associations de gens qui veulent faire carrière en politique sans être élus. Il y a maintenant tout un univers politique, semi-professionnel, une espèce de vivier pour entrer en politique, faire carrière et surtout se servir plus qu'on ne sert la République et la France.

Un article de Médiapart montre les inflexions et les modifications dans la pensée française et arrive à cette conclusion : la solidarité envers les plus démunis n'apparaît plus comme une idée fédératrice. Qu'en pensez-vous ?

Il y a un développement de la logique de l'individualisme, y compris dans les catégories moyennes et populaires : c'est à chacun de se débrouiller. L'individualisme est en train de prendre ●●●



●●● le pas, il pervertit les milieux populaires, c'est la concurrence entre les uns et les autres. L'idée de solidarité est combattue par l'idéologie de la réussite personnelle qui serait due simplement au travail et aux efforts produits. Or, cette idée de la réussite liée à la personne ne tient pas compte de tous les handicaps et difficultés que rencontrent les gens pour simplement subsister.

Nos travaux mettent en perspective une classe de riches qui, un jour, vous parle, via les socialistes, du pacte de responsabilité, un autre jour, via Gattaz, de la suppression des droits du travail, un autre jour encore, via Valls ou un ministre de la Santé, de la suppression de la Sécurité sociale ou de la santé qui coûte trop cher, de l'éducation, etc. Nous nous sentons comme deux lanceurs d'alerte : nous avons approché ces gens, enquêté pendant 30 ans, et nous vous disons : « *Méfiez-vous, il y a le feu, c'est grave et ce sera encore plus grave demain !* ».

Hollande comme Sarkozy sont les grands serviteurs du capital. L'un était le Président des riches et l'autre affirmait dans sa campagne électorale que l'ennemi était la finance. L'un et l'autre ont été sponsorisés dans leur campagne électorale par les tenants du grand capitalisme. Il ne faut pas s'étonner aujourd'hui de ce qui nous arrive. La 6^e République va-t-elle nous préserver de cette ignominie ?

Je ne sais pas ! Trois personnalités du Parti socialiste posaient en 1985

La force des dominants, des familles auprès desquelles nous travaillons, où il y a toujours des gens de droite et des gens de Droit - des magistrats, des avocats, des conseillers fiscaux, des notaires, etc. - c'est de transformer leurs intérêts de classe en intérêts universels, en "intérêt général".

de graves questions dans un livre, *La gauche bouge*, dont l'auteur Jean-François Trans était un pseudonyme : il s'agissait de François Hollande, Jean-Yves Le

Drian et Jean-Pierre Jouyet, donc trois socialistes qui occupent des positions tout à fait centrales aujourd'hui. On y lisait un certain nombre de phrases absolument épouvantables : les utopies, ça suffit ; changer le monde, il ne faut plus y penser ; vive le pragmatisme, le capitalisme a fait ses preuves ; il n'y a que cette ligne que nous pouvons accompagner, il faudra travailler avec, il faut être pragmatiste, etc. Ils signaient là un livre de ralliement au système en place. Tout cela n'est pas sans rappeler le duo Thatcher - Blair, au Royaume-Uni. Aujourd'hui, nous avons la succession Sarkozy - Hollande, et c'est exactement la même logique, c'est-à-dire des membres de l'élite sociale qui se rallient à ce système capitaliste, hautement dangereux et préjudiciable pour le peuple.

Peut-on sans utopie rêver, imaginer un monde sans argent où les rapports humains ne seraient plus gagnés par le fric ?

Pour les auteurs du livre dont nous avons parlé, l'utopie est quelque chose de très négatif. Or, l'utopie, c'est l'espérance avant toute chose. C'est un élément de la vie, c'est ce qui peut faire avancer, amener à des évolutions, à un plaisir de vivre. Lorsqu'il n'y a plus d'utopie, la vie n'est plus vivable. Réfléchir ensemble à l'utopie est très important. Il est difficile d'imaginer une autre société, de ne pas accepter la société telle qu'elle est, mais chacun de nous peut se révolter et il y a tous les ingrédients dans la société française pour la changer.

● **Conférence mise en forme par Cerises**

Copie à revoir

L'école est un moyen essentiel de l'émancipation. En se confrontant aux objets culturels choisis par les adultes, les enfants s'approprient les savoirs et les savoir faire qui leur permettent de comprendre le monde dans lequel ils vivent et d'agir pour le transformer. Cette confrontation avec les objets culturels se fait dans le cadre des disciplines.

La complexité croissante de ce monde, l'autonomie de plus en plus grande des travailleurs et la volonté de maîtriser son sort doivent nous conduire à de fortes ambitions scolaires.

Chaque réforme de l'école interroge cette fonction émancipatrice. Mais au fil des injonctions des différents ministres de l'Éducation nationale qui se succèdent, on peut légitimement s'interroger sur le sens profond des textes qui sont imposés et sur les processus qui précèdent les décisions, sans compter la fâcheuse habitude d'envisager de nouvelles préconisations sans évaluer les effets des précédentes.

Associer les enseignants, les parents, les élèves, les chercheurs à une réelle concertation sur les changements à opérer pour que l'école remplisse mieux son rôle nécessite de faire autre chose qu'un questionnaire à choix multiples, aussi long soit-il, et une demi journée d'échanges au sein de chaque établissement. Le temps de la démocratie est un temps long, sous peine de laisser aux "experts" le pouvoir de proposer et de décider.

Pour le gouvernement, cette façon de faire garantit la possibilité de passer à la moulinette de l'austérité les changements proposés de façon à ce qu'ils n'engendrent pas de nouvelles dépenses publiques.

Mais plus grave que cela, à chaque réforme, le sentiment de ne pas être écouté grandit, comme grandit l'idée que quoi qu'il arrive, les acteurs du système éducatif n'ont aucun pouvoir sur les décisions prises. En adoptant une posture de contre-pouvoir, les syndicats

risquent de renforcer aussi cette incapacité à ce que les acteurs du système éducatif se définissent eux-mêmes comme des lieux de pouvoir.

La grève du 19 mai aura de l'écho. Mais faute de ne pas investir suffisamment le débat sur l'alternative ouverte par la visée du projet d'une école plus émancipatrice, moins inégalitaire, les idées réactionnaires et conservatrices sur l'éducation risquent d'avoir de beaux jours devant elles, à commencer par l'idée que tous les enfants ne sont pas aussi éducatifs les uns que les autres.

De ce point de vue, reconnaissons que la conception du socle commun version Fillon a reculé au profit d'une conception plus ambitieuse d'un socle commun de connaissances et de compétences. Lorsque l'on sait que 50 % des parents souhaitent que leurs enfants poursuivent des études supérieures, il était temps de remettre en cause la vision d'un SMIC culturel pour tous et son corollaire selon lequel certains seulement pourraient accéder à des savoirs de haut niveau.

Pour autant la réforme proposée avec l'introduction des EPI (Enseignements pratiques interdisciplinaires) au détriment du temps consacré à l'enseignement des disciplines ne constitue en rien une solution au problème des inégalités scolaires. L'interdisciplinarité, au demeurant fort intéressante, est chronophage pour les enseignants, or aucun temps de concertation n'est prévu dans leur service.

Des injonctions nouvelles combinées aux difficultés quotidiennes du métier : ce cocktail explosif ne va pas résoudre non plus la crise de recrutement des enseignants.

Madame la Ministre, il faut revoir votre copie. Le mieux serait que les acteurs du système éducatif en soient les rédacteurs.



● Sylvie Larue

Deux flics de Miami découvrent un Français heureux en Floride



C'est dans un bar cubain d'un quartier populaire que Tyler et Kiss, policiers de la série *Deux flics à Miami*, ont mis la main sur un Français heureux vivant en Floride. « *Nous le traquions depuis des semaines* », a déclaré le shérif. « *Ce genre d'individu est rare. Nous avons eu du mal à l'identifier. Selon nos statistiques, les expatriés français sont généralement des gens malheureux, autant qu'en France.* »

Les flics ont confirmé la version du shérif. Le prévenu, laissé en liberté moyennant une caution de 150 000 \$, n'a pu être soupçonné de sympathies castristes. S'il était attablé à un bistrot faisant la promotion de Cuba, le frenchie sirotait bien un rhum Bacardi des Bermudes et non un Havana Club cubain, interdit sur le sol US. Les flics ont trouvé deux armes sur le bienheureux : *Le Rouge et le Noir* de Stendhal, ainsi que le livre de Ginette Mathiot *Je sais faire la pâtisserie*. Après analyse, il s'est cependant avéré que le premier n'était pas un manuel anarcho-communiste, le second une arme de destruction massive.

Le relatif bonheur de l'homme interpellé s'expliquerait soit par un QI proche de celui d'une huitre, soit par le maintien de son affiliation à la Sécurité sociale.

Le suspect avait ses papiers en règle, à la différence de milliers de Français sans-papiers de la côte Est des États-Unis, bossant dans la restauration rapide. Après interrogatoire, l'homme avoua s'être spécialisé depuis un mois dans les éclairs au

chocolat (les Américains ne sachant pas confectionner cette douceur) et disposer d'un visa de travail. Lou Ravi de Miami envisageait de se marier avec une milliardaire de Palm Beach ou avec un millionnaire de Fort Lauderdale afin d'obtenir la *green card*, sésame pour les US. Face à ce bonheur naissant, les services fiscaux américains ont programmé des contrôles d'activité de la future entreprise d'éclairs, assortis d'une obligation d'embauches d'Américains.



« *Nous n'avons jamais chopé de Français heureux. Nous avons bien arrêté une retraitée heureuse de peindre des flamands multicolores pour amateurs d'art, mais elle était malheureuse de payer des impôts fonciers quatre fois plus élevés qu'à Paris et de se voir interdire les plages privées de Palm Beach.* » a déclaré Tyler à la chaîne CNN. Son collègue a évoqué en off un dirigeant de PME française ayant trouvé heureux de s'expatrier en Floride six mois par an pour alléger les impôts de sa société en France. Mais l'enquête

a révélé que le PDG vivait mal ses relations avec les grands groupes capitalistes. Sans compter un conflit intérieur entre justice sociale et bénéfiques.

Selon nos dernières informations, le Français heureux a, lui, prévu d'importer du chocolat de Cuba pour ses éclairs.



● De notre envoyé, Philippe Stierlin

Marionèle : de ruralie en pacifie...



Découvrir Marie Pistono et Lionel Blanchard sur scène a l'immense avantage de nous réconcilier avec notre part d'humanité et notre quête de bonté. Ce duo de chanson, issu du groupe rock et festif Jabuz, implanté au coeur des Alpes du Sud, semble travailler ses compositions avec la rigueur d'un artisan d'art, avec la douceur d'un peintre amoureux d'un paysage. Leur nouvel opus, *La pacifie*, alterne ambiances blues et sonorités plus folks sans quitter une unité qui vient notamment d'un travail vocal exemplaire.

Marionèle nous parlent de la vie comme elle va, comme elle ne va pas, comme elle devrait aller. Le titre "pacifie" nous invite à inventer cette terre désirable que pourrait être la pacifie comme d'autres rêvaient de vivre en "utopie". Ils nous invitent à prendre pour héros des « *hommes qui ont peur de punir...des soldats qui préfèrent s'enfuir* ».

Ils s'amuse de leur quotidien. Ils sont des conteurs qui auraient choisi la beauté, la douceur et l'humour là où l'histoire amène au sombre... D'un air traditionnel des Alpes à une chanson rock, d'une ritournelle italienne à une berceuse lancinante, leur concert est comme un antidote à la morosité ambiante, une pilule pour lendemains qui chantent.

Ils finissent leur tournée de printemps et c'est avec plaisir qu'on pourra les découvrir chaque jour lors du Festival d'Avignon au Clash Théâtre à 18h, du 4 au 26 juillet.
(<http://marionele.com/>)



● Laurent Eyraud-Chaume

cerises
ROUGE, AIGRE-DOUX

POUR
ABONNER
VOS
PROCHES

c'est gratuit,
c'est simple
et c'est ici :

<http://plateformecitoyenne.net/cerises>

Déjeuners sur l'herbe...

... vus par Claude Monet, Jean Renoir, Agnès Varda, et à la Courneuve le 10 mai 2015.



Peintres et cinéastes ont illustré ce bonheur d'être au grand air, avec amis ou famille. Pour défendre ce droit, plus de 200 Courneuvien-ne-s ont organisé une manif pique-nique au Parc Georges Valbon (93) contre le bétonnage commercial d'un projet pharaonique et désastreux : le Central-Park du Grand Paris, avec 24 000 logements autour et dans le parc. Nouvelle mobilisation ce dimanche 17 mai. Voir aussi sur www.comunistesunitaires.com, rubrique "Île de France".



● Une « image » désastreuse.

Présidé à tour de rôle par l'un des continents, le Conseil des droits de l'homme de l'ONU le sera-t-il par le représentant permanent de l'Arabie saoudite auprès de

l'ONU, Faisal bin Hassan Trad ? Ce dernier fait campagne en ce sens. Aux dires de la tribune de Genève du 11 mai dernier, « Les Européens vont tous essayer de dissuader les membres du groupe Asie de faire ce choix, considéré par avance comme désastreux pour l'image du Conseil ». Les Européens ? Tous ? C'est oublier qu'au moment où, en Arabie Saoudite, 5 hommes étaient décapités, François Hollande serrait la main du chef d'État de ce pays. 78 décapitation en 4 mois, pour 87 l'an dernier. Question d' "image"...

● **Pas touche à leurs propriétés ?** Députés socialistes, UMP & Cie ont, sans surprise, rejeté la proposition de loi du Front de gauche instaurant un droit de préemption des salariés en cas de cession de leur PME : cris d'orfraie au nom du sacro-saint droit de propriété. La secrétaire d'État à l'Économie sociale et solidaire, Carole Delga, a estimé qu'il était difficile, pour des « raisons d'opportunité, de soutenir ce droit

de préemption » : « Il ne faut pas imposer la reprise par les salariés mais l'inciter. » On sait que seule la lutte - et bien des sacrifices - et non la seule « incitation » a permis aux Fralib - et à d'autres - de s'engager dans la reprise de leur outil de travail. La rapporteure Marie-George Buffet a cru devoir rassurer : il n'y aurait « atteinte ni au droit de propriété ni au droit d'entreprendre » puisque le propriétaire restait libre de vendre ou non, et au prix qu'il déterminait (*L'Humanité*, 7 mai 2015). Seuls les écologistes ont soutenu cette proposition.



● "La chance d'être encore là".

Une nouvelle secousse sismique, alors que le Népal n'en finit pas « d'extraire ses morts des décombres. Des milliers de cadavres, des malchanceux, de pauvres victimes qui s'étaient trouvées au mauvais

endroit, au mauvais moment. Aucun peuple ne méritait ça, mais encore moins le Népal qui faisait partie des pays les plus pauvres au monde. Du malheur ajouté à du malheur... » Un très beau texte de solidarité lucide de Nadir Dendoune dans sa "Chronique du Tocard", sur le site lecourrierdelatlas.com

Cerises

publication de l'Association des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte, Michèle Kiintz, Roger Martelli, Philippe Stierlin, Catherine Tricot, Pierre Zarka.

cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne : <http://plateformecitoyenne.net/cerises>

www.cerisesenligne.fr



MEDIAPART

